

Lettre ouverte à Mr le Président du Conseil Départemental du Tarn et Garonne

Monsieur Le Président,

Vous vous êtes rendus auprès des agriculteurs qui manifestent en ce moment dans notre département. Vous soutenez leurs revendications et vous vous proposez d'aller exposer leurs dossiers auprès du Premier Ministre.

En tant qu'agents et citoyens du département, nous sommes aussi attachés à notre territoire et nous comprenons tout à fait leurs revendications pour pouvoir vivre dignement de leurs métiers, l'agriculture est un maillon essentiel, vital, de nos vies à tous, de notre environnement, de notre quotidien.

Un territoire, un pays, un département sont composés de l'addition de femmes et d'hommes qui les font vivre, que ce soit par l'entreprise, l'agriculture, les liens sociaux, la cité, les services publics.

Sur ce dernier point, les services publics, vous êtes également le garant de son maillage dans notre département concernant vos prérogatives.

Elles sont essentielles, autant que l'agriculture est essentielle à nos vies.

Vous n'êtes pas sans savoir, que les agents territoriaux qui composent ce maillage, autant dans votre collectivité que dans les mairies, les communautés de communes et autres, subissent également des restrictions budgétaires et sont aussi sacrifiés sur l'autel de l'austérité .

Vous-même, vous savez que les dotations que vous fournit l'état sont nettement insuffisantes au regard des besoins de notre territoire.

De plus, les agents, trahis par ce nouveau gouvernement ont vu :

- le report du PPCR (amélioration des grilles salariales), pourtant signé par le précédent gouvernement et approuvé par des syndicats,
- le gel du point d'indice, qui n'en finit pas de se congeler...
- l'instauration d'un jour de carence en cas de maladie, mesure prouvée inefficace et pénalisante,
- un engagement avec les collectivités pour réduire leurs effectifs, - 70000 fonctionnaires annoncés. Soit une augmentation de travail pour les agents sans augmentation de salaire...

Vous savez que cela ajouté aux dotations insuffisantes ne permet pas d'investir et de recruter durablement et sereinement pour notre territoire.

Des projets sont abandonnés, des départs à la retraite ne sont pas remplacés, les investissements nécessaires sont bloqués et les services publics garants de l'égalité des citoyens sur le territoire sont réduits au stricts minimum.

Par cette lettre ouverte, Mr Le Président, nous vous demandons également d'intervenir auprès du Premier Ministre pour que vos agents, tous les agents, de notre territoire puissent accomplir leurs missions avec l'estime et la reconnaissance statutaires et financières.

Nous comptons sur votre détermination et votre appui sur ces dossiers de la fonction publique, à la même hauteur que pour nos concitoyens agriculteurs.

Veuillez accepter, Mr Le Président, nos vœux énoncés ci-dessus et nos respectueuses salutations.



30/01/2018